



Jun 2010

1 - Actualité nationale et internationale

.....

Conseil de surveillance de l'IEOM

Le Conseil de surveillance de l'IEOM s'est réuni le 27 mai 2010 à Nouméa sous la présidence de M. Didier Bruneel, représentant du gouverneur de la Banque de France et en présence de M. Yves Barroux, directeur général.

Le Conseil a procédé à un examen de la situation économique et monétaire dans les trois collectivités d'outre-mer du Pacifique ; il a procédé à une analyse de la situation des banques, de la distribution du crédit aux ménages et aux entreprises et de l'évolution du coût du crédit aux entreprises.

Un régime de réescompte simplifié a été mis en place pour les entreprises dont le CA est inférieur à 50 millions de francs CFP et n'ayant pas de difficultés de paiement avérées.

Au titre des activités de gestion, un compte-rendu de l'exécution budgétaire a été fait. Les comptes de l'IEOM pour l'exercice 2009 ont été approuvés par le Conseil. Ils font apparaître un résultat net de 5,3 millions d'euros qui se compare à 8,9 millions d'euros en 2008.

Supervision bancaire

Dans le cadre de la présentation du rapport annuel de la Commission bancaire pour 2009, M. Christian Noyer, Gouverneur de la Banque de France, Président de l'autorité de contrôle prudentiel a souligné l'importance des réformes réglementaires et institutionnelles engagées ou réalisées en 2009 :

- le renforcement de la réglementation prudentielle a été présenté par le Comité de Bâle. Les principales propositions ont été publiées en décembre 2009. La réforme envisagée vise à renforcer la robustesse des établissements de crédit selon cinq principaux axes (une amélioration de la couverture des risques de contrepartie et de marché ainsi que de ceux découlant de la titrisation, la mise en place d'un régime harmonisé de surveillance prudentielle du risque de liquidité, l'amélioration de la qualité des fonds propres de base en vue notamment de privilégier les instruments les plus purs, en termes notamment de capacité d'absorption des pertes, la mise en place d'un provisionnement prospectif destiné à obtenir les effets du cycle économique, l'élaboration, sous réserve de faisabilité sur le plan comptable, d'un ratio de levier venant en complément, et non en substitution, du ratio actuel assis sur les encours pondérés. Les services de la Banque de France et de l'Autorité de contrôle prudentiel participent activement aux travaux menés en la matière en vue de trouver un équilibre optimal d'ici à la fin de l'année 2010, pour une mise en œuvre d'ici fin 2012.

- les évolutions institutionnelles en cours, en termes de supervision, vont contribuer à renforcer l'efficacité du contrôle des établissements de crédit et plus généralement de la supervision financière, micro et macro-prudentielle. Un système dual dont la mission fondamentale sera d'assurer la stabilité financière va être mis en place à compter de 2011, au niveau européen et au niveau national.

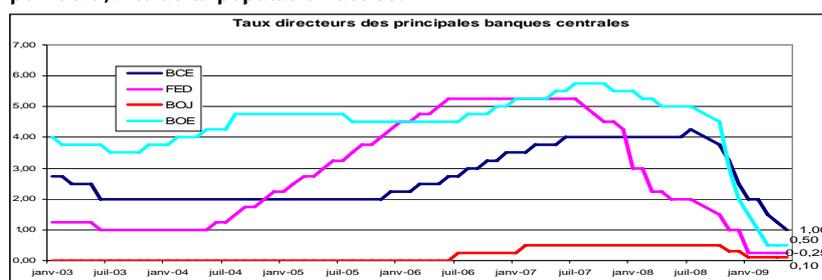
Taux d'intérêt

PIB

Accroissement du PIB de la zone euro

Le Comité monétaire de la FED se réunira le 22 juin 2010. Le PIB des Etats-Unis a crû de 3 % au premier trimestre 2010 en rythme annuel au lieu de 3,2 % annoncé en première estimation. En avril 2010, les dépenses de consommation des ménages américains ont augmenté de 0,3 % par rapport à mars. Les prix à la consommation mesurés en avril sur un mois ont reculé de 0,1 % et progressé de 2,2 % en glissement annuel. La production industrielle a augmenté de 0,8 % par rapport à mars. Les Etats-Unis d'Amérique ont créé 431 000 emplois en mai. Le taux de chômage recule de

0,2 point à 9,7 % de la population active.



Au cours du premier trimestre 2010, le PIB de la zone euro et celui de l'UE27 ont augmenté de 0,2 % par rapport au quatrième trimestre 2009.

Chômage

Augmentation du nombre de demandeurs d'emploi en France et du taux de chômage dans la zone euro

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits au Pôle Emploi s'établit à 2 677 700, à fin avril 2010, soit une hausse de 0,6 % sur un mois en données CVS-CJO (+ 15 700 personnes). Sur un an, ce nombre augmente de 7,8 % (+ 8,6 % pour les hommes et + 6,9 % pour les femmes) et le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans inscrits en catégorie A croît de 19,4 %. Selon les données provisoires publiées par l'INSEE, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) s'établit à 9,5 % de la population active métropolitaine au premier trimestre 2010, inchangé par rapport au quatrième trimestre 2009. En incluant les DOM, il s'établit à 9,9 %.

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières atteint, selon Eurostat, 10,1 % en avril 2010 contre 10 % en mars. Il était de 9,2 % en avril 2009. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne s'est élevé à 9,7 % en avril 2010. Il était de 8,7 % en avril 2009.

Inflation

hausse de l'inflation en France et dans la zone euro

En avril 2010, l'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France augmente de 0,3 % sur un mois ; sur un an, il croît de 1,6 %. L'inflation sous-jacente en France s'élève en glissement annuel à 1,5 %.

Selon une estimation rapide d'Eurostat, le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 1,6 % en mai 2010. En avril, il était de 1,5 %.

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire

Le comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 21 mai 2010 de laisser inchangé à 0,10 % son principal taux directeur. Le PIB du Japon a progressé de 1,2 % au premier trimestre 2010 par rapport au quatrième trimestre 2009. En avril 2010, la production industrielle du Japon a cru de 1,3 % par rapport à mars. Les prix à la consommation, hors produits frais, ont reculé de 1,5 % sur un an en avril pour le quatorzième mois consécutif. Les dépenses de consommation des ménages ont diminué de 0,7 % en glissement annuel. Le taux de chômage est estimé à 5,1 % contre 5 % en mars. En avril 2010, les exportations japonaises ont augmenté de 40,4 % sur un an, les importations de 24 % et l'excédent commercial a atteint 6 milliards d'euros.

Excédent commercial en Chine

En avril 2010, la production industrielle chinoise a progressé de 17,8 % en glissement annuel. En avril 2010, l'indice chinois des prix à la consommation a crû de 2,8 % sur un an. Les exportations et les importations chinoises ont augmenté respectivement de 30,5 % et de 49,7 % au mois d'avril. L'excédent commercial s'est élevé à 1,7 milliard de dollars après le solde négatif du mois de mars.

Informations bancaires

Entrée en vigueur du projet SURFI

A partir de juin 2010, SURFI (Système Unifié de Rapport Financier) va succéder à BAFI, en vigueur depuis 1993, entraînant un changement majeur du système de collecte des informations auprès des agents financiers. L'objectif de SURFI est triple : il vise à harmoniser les reportings monétaires et bancaires adressés aux autorités de contrôles, à alléger la charge déclarative des établissements et à moderniser le format de déclaration en adoptant un nouveau standard informatique, le XBRL. L'instruction introductive 2009-2 du 19 juin 2009 relative à la mise en place de SURFI fixe le nouveau système de remise, les formats de tableaux et les seuils de remise associés. Dans les départements et les collectivités d'outre-mer, SURFI succède en partie aux conventions de place qui liaient les établissements de crédit ultra-marins à l'IEDOM et l'IEOM. Désormais, toutes les déclarations transiteront par le portail SURFI.

Protection des consommateurs

La récente création de l'Autorité de contrôle prudentiel (ACP) a notamment élargi son domaine de compétence à la protection du consommateur. Dans ce cadre, l'ACP et l'Autorité des marchés financiers (AMF) ont signé le 30 avril 2010 une convention pour instaurer un point d'entrée unique de l'ensemble des demandes du public en matière de banque, d'épargne et d'assurance, dénommé « Assurance Banque Epargne Info Service ». Opérationnel à compter de juin 2010, ce point d'entrée unique se présente sous la forme d'un site internet <http://www.abe-infoservice.fr>, d'un accueil téléphonique et une adresse postale, mais exclut tout accueil physique. Il a vocation à informer et à orienter le public concernant les relations contractuelles et les démarches à effectuer. Le site internet publie la liste des acteurs, alerte et met en garde le public contre les pratiques de certains établissements et offre enfin des conseils pratiques.

Fourniture de services de paiement

Le décret n° 2010-505 du 17 mai 2010 relatif à l'application en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis-et-Futuna du décret n° 2009-934 du 29 juillet 2009 pris pour l'application de l'ordonnance n° 2009-866 du 15 juillet 2009 relative aux conditions régissant la fourniture de service de paiement et portant création des établissements de paiement a été publié au Journal Officiel de la République du 19 mai 2010.

2 – Actualité régionale

Japon

La BoJ maintient le statu quo monétaire

Le comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 21 mai 2010 de laisser inchangé à 0,10 % son principal taux directeur. Le PIB du Japon a progressé de 1,2 % au premier trimestre 2010 par rapport au quatrième trimestre 2009. En avril 2010, la production industrielle du Japon a cru de 1,3 % par rapport à mars. Les prix à la consommation, hors produits frais, ont reculé de 1,5 % sur un an en avril pour le quatorzième mois consécutif. Les dépenses de consommation des ménages ont diminué de 0,7 % en glissement annuel. Le taux de chômage est estimé à 5,1 % contre 5 % en mars. En avril 2010, les exportations japonaises ont augmenté de 40,4 % sur un an, les importations de 24 % et l'excédent commercial a atteint 6 milliards d'euros.

Chine

Excédent commercial en Chine

En avril 2010, la production industrielle chinoise a progressé de 17,8 % en glissement annuel. En avril 2010, l'indice chinois des prix à la consommation a crû de 2,8 % sur un an. Les exportations et les importations chinoises ont augmenté respectivement de 30,5 % et de 49,7 % au mois d'avril. L'excédent commercial s'est élevé à 1,7 milliard de dollars après le solde négatif du mois de mars.

Australie

Réduction du déficit de la balance des transactions courantes

Le PIB australien a progressé, au premier trimestre 2010, de 0,5 % par rapport au précédent trimestre, soit une progression de 2,7 % sur un an. Les investissements publics (+11,6 %) et la consommation des ménages (+0,6 %) ont notamment contribué à cette nouvelle progression trimestrielle.

La balance australienne des transactions courantes a enregistré un solde déficitaire de 16,5 milliards de dollars australiens au premier trimestre 2010, contre -18,5 milliards au dernier trimestre 2009. Cette amélioration est due à la réduction du solde déficitaire des biens, qui s'est établi à -4,6 milliards de dollars australiens au premier trimestre 2010 contre -5,6 milliards au dernier trimestre 2009. En effet, les exportations de biens et services se sont appréciées de 3,6 % par rapport au trimestre précédent, tandis que les importations ont progressé de 1,7 %.

La banque centrale australienne (RBA) a décidé, le 1^{er} juin, de maintenir son taux directeur à 4,5 %.

Nouvelle-Zélande

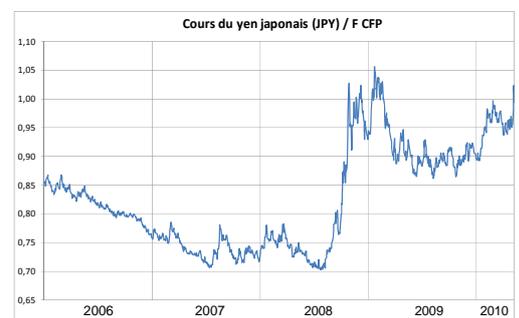
Balance commerciale excédentaire

Les exportations de biens néo-zélandais ont crû en valeur de 9,0 % en avril 2010 par rapport à la même période de 2009. Cette progression est essentiellement soutenue par les produits laitiers (+28,9 %) et les produits en bois (+34,0 %). Les exportations à destination de la Chine ont progressé de 44 % en avril 2010 par rapport à 2009. A l'inverse, les importations ont diminué en valeur de 0,2 % par rapport à avril 2009, avec un recul des importations de biens de consommation (-7,3 %). Dans ce contexte, la balance commerciale enregistre, en avril 2010, un excédent de 656 millions de dollars néo-zélandais.

L'économie de la Nouvelle-Zélande se redressant, la banque centrale néo-zélandaise a décidé, le 10 juin, de relever de 25 points de base son taux directeur, pour le fixer à 2,75 %.

Parité des monnaies

Hausse du yuan du yen



Hausse des dollars australien et néo-zélandais

3 – Brèves économiques locales

Visite de la Ministre de l’Outre-mer

La Ministre de l’Outre-Mer, Marie-Luce Penchard, était présente en Nouvelle-Calédonie du 4 au 8 juin. La Ministre a rencontré les représentants des principaux courants politiques dans le cadre de la préparation du prochain Comité des signataires de l’Accord de Nouméa.

Fusion de la Caisse d’épargne et de la Banque de Nouvelle-Calédonie

La Caisse d’Epargne et la Banque de Nouvelle-Calédonie ont officialisé, le 12 mai, la fusion de leurs établissements qui appartiennent, depuis 2002, au même groupe Alizéor. L’enseigne de la Banque de Nouvelle-Calédonie a été conservée pour les quinze agences que compte le réseau.

Séminaire régional pour le Pacifique sur la décolonisation

La Nouvelle-Calédonie a accueilli pour la première fois, du 18 au 20 mai, le Séminaire régional pour le Pacifique sur la décolonisation. Lors de cette rencontre entre les représentants des territoires concernés et le Comité de décolonisation auprès des Nations Unies, ont été analysées les situations des seize territoires non autonomes de la région. Les conclusions, issues de ce séminaire, seront examinées prochainement par le Comité de décolonisation et soumises à adoption finale lors de l’Assemblée générale de la 4^{ème} Commission des Nations Unies en octobre 2010.

Renouvellement de la composition du Conseil économique et social

La composition du Conseil économique et social pour la mandature de 2010-2015 a été arrêtée le 11 mai. Les 39 membres du Conseil, désignés par le gouvernement, les Provinces et le Sénat coutumier, sont représentatifs de la société civile et sont consultés, par le Président du gouvernement ou du Congrès, sur les projets ou propositions de lois du pays et de délibérations du Congrès. La nouvelle assemblée, présidée par Yves Tissandier, a créé deux nouvelles commissions consacrées aux secteurs des « mines, métallurgie et des énergies » d’une part, et du « développement du tourisme » d’autre part.

Remboursement par la SLN d’un milliard de F CFP de défiscalisation

Par arrêté du 20 mai, le gouvernement a procédé au retrait partiel de l’agrément de défiscalisation délivré à la SLN, en 2004, pour son programme de développement du site de Tiébaghi. Celui-ci comprenait notamment la construction d’une usine de traitement et d’enrichissement du minerai (Laverie de Tiébaghi). En contrepartie de cet agrément, la SLN s’était engagée à élever sa production annuelle de nickel à 75 000 tonnes. Cet objectif n’ayant pas été atteint, la SLN a accepté de rembourser près d’un milliard de F CFP.

Encadrement des prix des produits de première nécessité

Le projet de délibération portant réglementation générale des prix, a été, après amendement, approuvé, le 2 mai, par le Congrès. Cette réglementation autorisera notamment le gouvernement à prendre des mesures de fixation des prix d’une centaine de produits de base afin de mener à bien sa « lutte contre la cherté de la vie ».

Augmentation du prix de l’eau

La Calédonienne des Eaux, chargée de gérer l’assainissement et la distribution d’eau potable de plusieurs communes dont celles de l’agglomération du Grand Nouméa, a appliqué au premier trimestre 2010 une augmentation de 12 % des tarifs de l’eau distribuée. Cette hausse devrait permettre le financement de la construction de deux nouvelles stations d’épuration à Nouméa.

Fonds exceptionnel d’investissements en 2010

Créé dans le cadre de la Loi pour le développement économique des outre-mer (LODEOM), le Fonds exceptionnel d’investissements permet d’accompagner, financièrement, le développement économique des collectivités. Le montant global alloué à la Nouvelle-Calédonie, pour l’année 2010, s’élève à 260 millions de F CFP. Le campus de l’Université de Nouvelle-Calédonie et le projet d’un dispensaire sur l’île de Tiga bénéficieront de ces subventions.

Modification du système d’identification des entreprises et des établissements

Les nomenclatures d’activités et produits de Nouvelle Calédonie, permettant la classification des entreprises par activité principale, ont été approuvées par une délibération du Congrès du 6 mai et entreront en vigueur le 1^{er} septembre 2010. Une délibération du 6 mai également, fixe la composition du numéro d’identification (« RID ») des entreprises, à sept chiffres au lieu de six précédemment.

Raccordement des communes du Nord au réseau électrique

Le Conseil d’administration d’Enercal a voté, le 26 mai, la souscription d’un emprunt de 940 millions de F CFP auprès de l’Agence française de développement. Cet emprunt permettra, d’ici fin 2013, le raccordement des communes de l’extrême nord du territoire au réseau électrique.

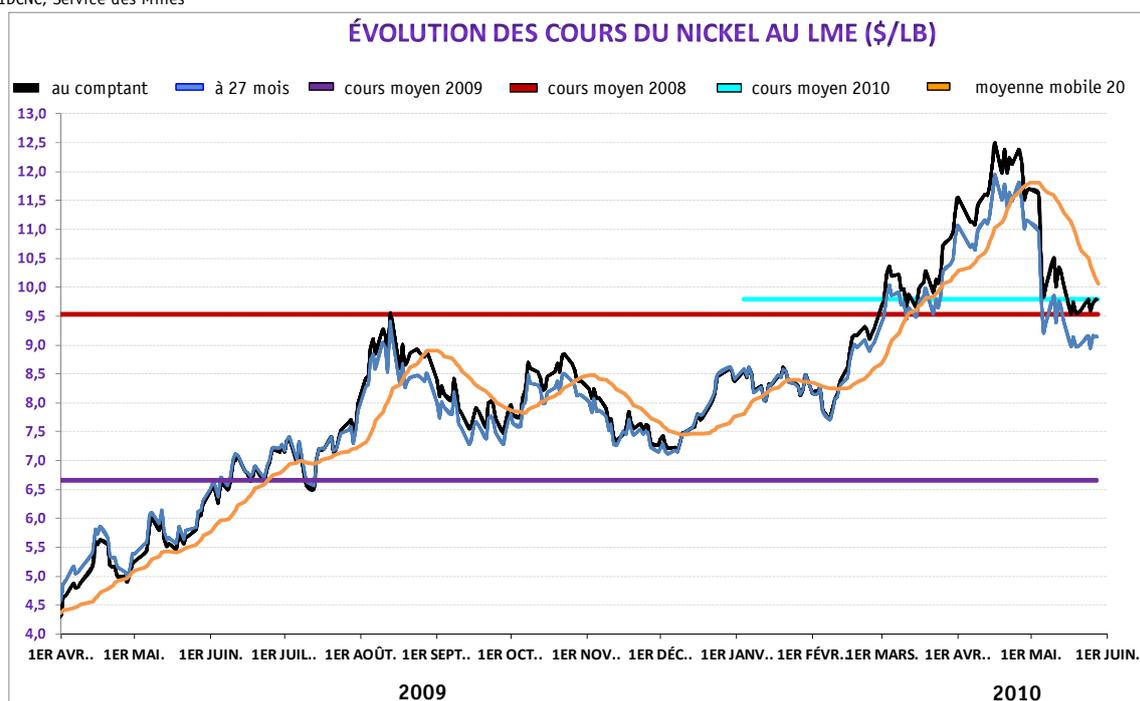
Inauguration de la première centrale photovoltaïque de Nouvelle Calédonie

La première centrale solaire au sol de Nouvelle-Calédonie, baptisée « Hélios Bay », a été inaugurée le 6 mai à la Tontouta. Dotée de 9 560 panneaux solaires et connectée au réseau de distribution d’Enercal, la centrale devrait produire annuellement l’équivalent de la consommation annuelle d’un millier de foyers. Ce projet, d’un coût de 1,35 milliard de F CFP, a bénéficié, à hauteur de 63 %, de la double défiscalisation.

4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		mai-10	134,6	0,4%	3,2%
Nombre de demandeurs d'emploi		avr.-10	8 145	-11,4%	8,3%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	avr.-10	8 279	6,0%	26,3%
	cumulées	avr.-10	30 708	-	31,8%
Importations	mensuelles	avr.-10	20 831	-2,7%	14,0%
	cumulées	avr.-10	76 845	-	5,6%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
NICKEL					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		mai-10	9,98	-15,5%	74,2%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		mai-10	948,64	-9,6%	89,7%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	avr.-10	197	-24,9%	-30,2%
	cumulées	avr.-10	1 011	-	42,3%
• Exportations de produits métallurgiques (en tonnes)	mensuelles	avr.-10	3 739	-25,5%	-14,0%
	cumulées	avr.-10	18 413	-	0,0%
TOURISME					
• Touristes débarqués	mensuels	avr.-10	6 915	0,6%	-18,4%
	cumulés	avr.-10	26 687	-	-15,3%
• Nuitées	mensuels	mars-10	43 234	9,3%	-11,8%
	cumulés	mars-10	126 227	-	-12,3%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		mars-10	54,10%	+ 2,1 pts	- 4,4 pts
• Croisiéristes		mars-10	37 231	-	-13,3%
BTP					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	mai-10	11 442	-4,9%	11,6%
	cumulées	mai-10	61 277	-	8,2%
• Index BT 21 (p)		avr.-10	130,13	1,1%	-1,4%
• IRL (p)		avr.-10	107,91	0,0%	-1,1%
CREVETTES					
• Exportation de crevettes (en tonnes)	mensuelles	avr.-10	126	ns	7,7%
	cumulées	avr.-10	265	-	-19,2%
• Exportation de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	avr.-10	185	ns	ns
	cumulées	avr.-10	380	-	4,7%
COMMERCE AUTOMOBILE					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	mai-10	498	-15,4%	-12,8%
	cumulées	mai-10	2 858	-	-3,2%

Sources : ISEE, IDCNC, Service des Mines



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

La masse monétaire continue de progresser sensiblement

en millions de F CFP	avr.-08	avr.-09	avr.-10	var 09/08	var 10/09
Circulation fiduciaire	12 006	12 549	13 213	4,5%	5,3%
Dépôts à vue	168 981	175 912	204 965	4,1%	16,5%
Total M1	180 987	188 461	218 178	4,1%	15,8%
M2-M1	71 159	83 416	91 328	17,2%	9,5%
Total M3	384 515	421 112	481 395	9,5%	14,3%

Concours de caractère bancaire

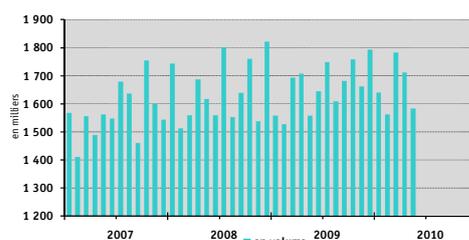
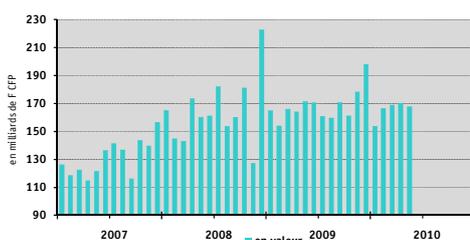
Le rythme de croissance des concours reste soutenu

en millions de F CFP	mars-08	mars-09	mars-10	var 09/08	var 10/09
Entreprises	302 030	346 176	385 607	14,6%	11,4%
Ménages	281 422	308 911	332 827	9,8%	7,7%
Collectivités locales	42 769	36 743	45 986	-14,1%	25,2%
Autres agents de CCB non ventilés	8 011	9 836	11 022	22,8%	12,1%
Total concours sain	634 232	701 665	775 442	10,6%	10,5%
Créances douteuses brutes	14 743	14 353	15 602	-2,6%	8,7%
Total concours brut	648 975	716 019	791 044	10,3%	10,5%

Compensation

Poursuite du ralentissement de la croissance des échanges de valeurs sur un an

INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Compensation (en nbre)	mensuelle	mai-10	1 582 377	-7,5%	1,6%
	cumulée	mai-10	8 277 524	-	2,9%
Compensation (en milliards de F CFP)	mensuelle	mai-10	167,8	-1,5%	-2,2%
	cumulée	mai-10	827,3	-	0,8%



Incidents de paiements

Les incidents de paiement sur chèque et des retraits de cartes bancaires toujours en recul sur un an

INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Incidents de paiements sur chèque	MM3*	mai-10	1 783	1,4%	-1,2%
	cumulés	mai-10	9 153	-	-3,6%
Retraits de cartes bancaires (flux)	MM3	mai-10	122	-11,6%	-18,2%
	cumulés	mai-10	694	-	-12,7%

* MM3 : Moyenne mobile sur trois mois

Interdits bancaires

Poursuite de la croissance des interdits bancaires sur un an

INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock	mai-10	6 401	0,9%	6,0%
	dont personnes physiques	mai-10	5 723	0,8%	6,1%
	dont personnes morales	mai-10	678	1,8%	5,1%

Cotation

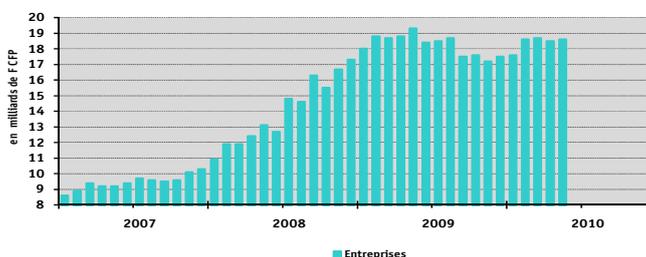
Le nombre d'entreprises continue d'être en retrait sur un an

INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Cotes valides	mai-10	7 902	2,8%	-3,2%	
	mai-10	3 306	5,3%	-3,4%	

Refinancement des entreprises

Le réescompte se maintient entre 18 et 19 milliards de F CFP

INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	mai-10	18,6	0,7%	-3,4%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2009	2010	Var
Indice des prix à la consommation	mai	130,5	134,6	3,2
Entreprises				
nb d'entreprises (a)	mars	46 450	50 406	8,5%
	dont nb d'entreprises individuelles (a)			
créations d'entreprises	mars	40 460	44 341	9,6%
cessations d'entreprises (p)	mars	1 281	1 473	15,0%
liquidations judiciaires (nb)	mars	806	641	-20,5%
redressements judiciaires (nb)	mars	22	32	45,5%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	mars	15	11	-26,7%
ventes de ciment local (tonnes)	mai	645	678	5,1%
importation ciment (tonnes)	mai	54 993	61 120	11,1%
total ciment (tonnes)	mai	1 639	158	-90,4%
importations de biens d'équipement (M FCFP)	mai	56 632	61 278	8,2%
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	mars	7 315	7 260	-0,8%
immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	mai	4 430	3 136	-29,2%
	mai	1 514	1 567	3,5%
Ménages				
emploi salarié (nb)	dec	80 225	82 230	2,5%
dont secteur privé	dec	57 126	58 692	2,7%
dont secteur public	dec	23 099	23 539	1,9%
demandes d'emploi de fin de mois	avr	7 521	8 145	8,3%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	avr	7 488	8 081	7,9%
chômeurs indemnisés	avr	1 721	1 697	-1,4%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	mai	742,4	781,1	5,2%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	mai	5 394	5 723	6,1%
décision retrait cartes bancaires	mai	795	694	-12,7%
incidents paiements sur chèques	mai	9 494	9 153	-3,6%
immatriculation de véhicules de tourisme neufs (nb)	mai	2 953	2 858	-3,2%
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	mai	6 156	6 451	4,8%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	mars	6 313	6 783	7,4%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	mars	3 323	3 597	8,2%
Echanges				
nombre de touristes	avr	31 521	26 687	-15,3%
nombre de croisiéristes	mars	42 967	37 231	-13,3%
taux d'occupation moyen depuis le 1er janvier des hôtels de Nouméa	mars	57,7%	52,9%	-4,8pt
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	mai	5,00	10,14	102,6%
cours du nickel au LME en \$/lb	mai	5,73	9,98	74,2%
exportation de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	avr	710	1 011	42,3%
exportation de minerai de nickel (M FCFP)	avr	2 277	6 108	168,3%
exportation métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	avr	18 421	18 413	0,0%
exportation métallurgique de nickel (M FCFP)	avr	18 829	22 813	21,2%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	avr	328	265	-19,2%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	avr	363	380	4,7%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	avr	21 469	29 302	36,5%
part de ces produits dans le total des exportations	avr	92%	95%	3,28pt
total des importations (M FCFP)	avr	72 753	76 845	5,6%
total des exportations (M FCFP)	avr	23 301	30 708	31,8%
taux de couverture	avr	32,03%	39,96%	7,9pts
recettes douanières (M FCFP)	avril	16 352	17 578	7,5%
Indicateurs financiers (M de FCFP)				
Dépôts à vue	avr	175 912	204 965	16,5%
M1	avr	188 461	218 178	15,8%
M2	avr	271 877	309 506	13,8%
Dépôts à termes	avr	148 729	171 722	15,5%
M3	avr	421 112	481 395	14,3%
P1	avr	4 207	4 119	-2,1%
coût du crédit aux entreprises- court terme	janv	5,85%	4,74%	-1,10 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	janv	5,40%	4,41%	-0,99 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	janv	5,83%	4,86%	-0,97 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels <181 920 F CFP	janv	18,50%	17,17%	-1,33 pts
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues	mars	716 019	791 044	10,5%
	Ménages	308 911	332 827	7,7%
dont crédits à la consommation	mars	63 416	65 597	3,4%
dont crédits à l'habitat	mars	244 359	265 572	8,7%
	Entreprises	346 176	385 607	11,4%
dont crédits d'exploitation	mars	74 704	65 093	-12,9%
dont crédits d'investissement	mars	197 955	214 958	8,6%
dont crédits à la construction	mars	66 703	97 574	46,3%
	Collectivités locales	36 743	45 986	25,2%
dont d'investissement	mars	32 325	41 010	26,9%
Autres agents de CCB non ventilés	mars	9 836	11 022	12,1%
créances douteuses brutes	mars	14 353	15 602	8,7%
taux de créances douteuses brutes	mars	2,0%	2,0%	0, pt
ensemble des actifs financiers	mars	511 760	574 306	12,2%
	Ménages	288 975	304 914	5,5%
	Sociétés	152 879	182 303	19,2%
	Autres agents	69 906	87 090	24,6%
	dont assurances-vie	73 824	79 108	7,2%

(p) : provisoire (a) : actualisé

2 - Actualité régionale

Visite de Mme PENCHARD en Nouvelle- Calédonie

La Ministre de l'Outre-mer, Mme PENCHARD s'est rendue en Nouvelle-Calédonie le 5 juin 2010 pour 4 jours de visite afin notamment de définir l'ordre du jour du comité des signataires de l'accord de Nouméa qui aura lieu le 24 juin à Matignon. L'accord de Nouméa de 1998, prévoit la décolonisation par étapes du Territoire. L'ordre du jour est désormais défini, il abordera entre autre les thèmes suivants : les transferts de compétences de l'Etat vers la Nouvelle-Calédonie, les contrats de développement pour la période 2011-2015, les signes identitaires (drapeau, hymne), et la tenue d'un référendum d'autodétermination après 2014.

Relation Fidji/Europe

Le gouvernement fidjien vient d'annoncer son intention de signer la version amendée de l'accord de Cotonou qui régit la coopération économique, sociale et culturelle entre l'Union Européenne et les pays du groupe ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) depuis 2000.

3 – Brèves locales

M. Yves BARROUX à Wallis-et-Futuna

M. Yves BARROUX, Directeur général de l'Institut d'Emission d'Outre-mer est venu pour une visite de 3 jours à l'agence de Mata'Utū du 31 mai au 2 juin 2010. Il a, à cette occasion, rencontré des professionnels et des personnalités administratives et politiques de Wallis avec lesquelles il a pu échanger sur les évolutions économiques et sociales de Wallis et Futuna.

Le mardi 1^{er} juin, M. Yves BARROUX s'est rendu pour la première fois à Futuna, l'île sœur, encore marquée par le passage du cyclone TOMAS le 14 avril dernier.

Mme PENCHARD à propos de Wallis-et-Futuna

Lors de sa visite en Nouvelle-Calédonie, la Ministre de l'Outre-mer, a confirmé le suivi de l'accord particulier de 2003 qui lie Wallis-et-Futuna, la Nouvelle-Calédonie et l'Etat. Lors du comité de suivi, l'accent a été mis sur la reconstruction de Futuna et la relance de l'emploi, notamment via le secteur du BTP. En plus d'un appui technique de la Nouvelle-Calédonie, un chef de projet devrait être envoyé sur le Territoire afin de coordonner les travaux de reconstruction.

Viendra par la suite une réflexion sur le problème de l'immigration de la population du Territoire vers la Nouvelle-Calédonie.

Mme PENCHARD, a exprimé, devant la communauté wallisienne et futunienne de Nouméa son intention de se rendre prochainement sur l'archipel.

4 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

M3 impactée par la hausse des dépôts à vue ce mois-ci

en millions de F CFP	avr-09	mars-10	avr-10	▲/mois	▲/an n
Circulation fiduciaire	1 912	1 939	1 939	0,00%	1,41%
Dépôts à vue	3 303	2 699	2 873	6,45%	-13,02%
Total M1	5 215	4 638	4 811	3,73%	-7,75%
M2-M1	581	515	523	1,55%	-9,98%
Total M3	6 593	5 797	5 974	3,05%	-9,39%

Concours à caractère bancaire

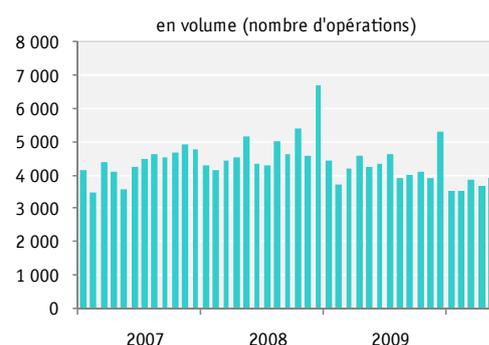
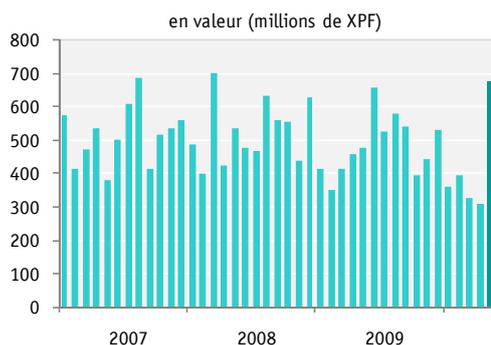
Baisse générale des concours sur un an

en millions de F CFP	mars-08	mars-09	mars-10	▲/an n-1	▲/an n
Crédits de trésorerie	974	999	885	2,6%	-11,4%
Crédits à l'équipement	1 387	1 622	1 329	16,9%	-18,1%
Crédits à l'habitat	701	613	458	-12,6%	-25,3%
Autres crédits	236	235	154	-0,4%	-34,5%
Sous total	3 298	3 469	2 826	5,2%	-18,5%
Créances douteuses brutes	732	732	770	0,0%	5,2%
Total	4 030	4 201	3 596	4,2%	-14,4%

Compensation

Forte hausse des opérations de compensation en valeur en mai 2010

	mai-10	cumul 2010	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	3 924	18 501	6,7%	-8,1%
Compensation (en millions de CFP)	678	2 072	119,5%	42,5%



Incidents bancaires

Diminution des incidents de paiements par chèque sur le mois et sur l'année

en nombre	mai-09	avr-10	mai-10	cumul 2010	▲/mois	▲/an
Incidents de paiements par chèque	107	62	51	361	-17,7%	-52,3%
Retraits de cartes bancaires	0	2	0	15	-100,0%	-

Interdits bancaires

Légère diminution du nombre de personnes physiques en situation d'interdit bancaire sur le mois

en nombre	mai-09	avr-10	mai-10	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	457	450	443	-1,6%	-3,1%
- dont personnes physiques	445	440	433	-1,6%	-2,7%
- dont personnes morales	12	10	10	0,0%	-16,7%

Cotation

Reprise de l'activité de cotation en mai

en nombre	mai-09	avr-10	mai-10	▲/mois	▲/an
Cotes valides	45	48	52	8,3%	15,6%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	17	14	14	0,0%	-17,6%

Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)		1e T 2010	102,91	-	-0,6%
SMIG mensuel en XPF		avr-10	82 206	3,0%	3,0%
Nombre d'emplois salariés*		déc-09	1 978	-	-1,1%
Echanges extérieurs (millions de XPF)					
Importations	mensuelles	avr-10	414,8	28,1%	11,5%
	cumulées	avr-10	1 913,3	-	7,7%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	mai-10	75,9	-1,8%	-4,7%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	cumulés	mai-10	347,5	-	8,1%
Taxes intérieures de consommation	cumulées	mai-10	159,6	-	-3,6%
SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲/mois	▲/an
Energie					
Production nette d'électricité (milliers de kWh)		4ème T 2009	5 015	-	-6,0%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	avr-10	670	-0,1%	1,4%
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	avr-10	173	-5,9%	-10,7%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	avr-10	1 868	-5,4%	1,9%
	cumulé	avr-10	9 062	-	-
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	avr-10	1 032	22,7%	20,7%
	cumulé	avr-10	3 993	-	-
Touchées de navires porte-conteneurs	mensuelles	mai-10	11	120,0%	0,0%
	cumulées	mai-10	31	-	-11,4%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs		avr-10	43	33,3%	-20,4%

*chiffres provisoires

Sources : STSEE, Caisse Locale de Retraite, Douanes, Administration Supérieure, EEWf, SWAFEPF, Aviation civile

5 - Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2008	2009	2010	▲/an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	mars	99,21	99,58	102,91	0,4%
Entreprises					
nombre d'entreprises**	déc	723	702	-	-2,9%
créations**	déc	12	4	-	-66,7%
fermetures**	déc	34	0	-	-100,0%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	mai	-	12	11	-8,3%
ventes de ciment (tonnes) (chiffres partiels)	mars	-	1 799	4 864	170,4%
importations de biens d'équipement (M XPF)	mai	-	296	322	8,8%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	mai	-	-	35,3	-
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	avril	-	16	21	31,3%
Ménages					
emploi salarié (nb)*	déc	2 001	1 978	-	-1,1%
dont secteur privé*	déc	787	811	-	3,0%
dont secteur public*	déc	1 214	1 167	-	-3,9%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	1 ^{er} avril 2010	472,3	472,3	486,4	3,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	mai	-	445	433	-2,7%
décision retrait cartes bancaires	mai	-	0	0	-
incidents paiements sur chèques	mai	-	107	51	-52,3%
importations de produits alimentaires (M XPF)	mai	-	444	539	21,4%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	mai	-	250	231	-7,6%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	mai	-	-	77	-
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	avril	-	38	22	-42,1%
Echanges extérieurs en millions de XPF					
importations	mai	-	1 777	1913	7,7%
exportations	avril	-	-	-	-
recettes douanières	mai	-	492	511	3,9%
dont droits de douane + taxes à l'entrée (millions de XPF)	mai	-	322	348	8,1%
dont taxes intérieures de consommation (millions de XPF)	mai	-	166	160	-3,6%
Indicateurs financiers **					
Dépôts à vue	avril	-	3 143	2 873	-8,6%
M1	avril	-	5 080	4 811	-5,3%
M2	avril	-	5 665	5 334	-5,8%
Dépôts à terme	avril	-	746	640	-14,2%
M3	avril	-	6 411	5 974	-6,8%
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues					
Ménages	mars	-	1 620	1354	-16,4%
dont crédits à la consommation	mars	-	1003	893	-11,0%
dont crédits à l'habitat	mars	-	613	458	-25,3%
Entreprises	mars	-	1 466	1129	-23,0%
dont crédits d'exploitation	mars	-	203	98	-51,7%
dont crédits d'investissement	mars	-	1 239	986	-20,4%
dont crédits à la construction	mars	-	0	0	-
Collectivités locales	mars	-	383	343	-10,4%
Autres agents de CCB non ventilés	mars	-	136	112	-17,6%
créances douteuses brutes	mars	-	732	770	5,2%
taux de créances douteuses	mars	-	16,9%	20,8	3,9pt
ensemble des actifs financiers					
Ménages	mars	-	2 773	2519	-9,2%
Sociétés	mars	-	1 759	1798	2,2%
Autres agents	mars	-	4 003	3962	-1,0%
dont assurances-vie	mars	-	688	826	20,1%

*chiffres provisoires au 31/12/2009

**chiffres révisés

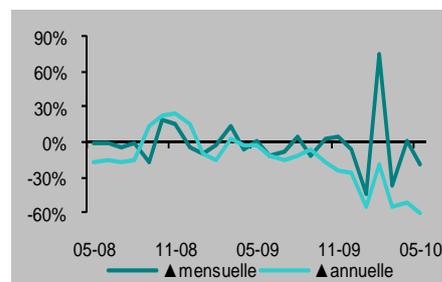
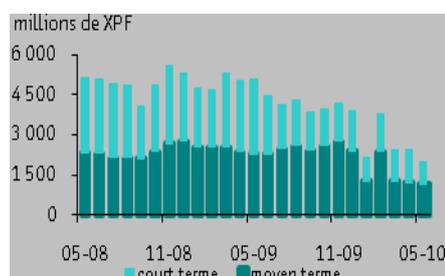
Sources : STSEE, Caisse Locale de Retraite, Douanes, Administration Supérieure, EEFW, SWAFEP, Aviation civile

2 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Baisse du refinancement tous termes confondus.

en millions de F CFP	mai-09	avr-10	mai-10	/mois	/an
Utilisations à court terme	2.774	1.240	840	-32,3%	-69,7%
Utilisations à moyen terme	2.277	1.207	1.161	-3,8%	-49,0%
Refinancement total	5.050	2.447	2.001	-18,2%	-60,4%



Cotation

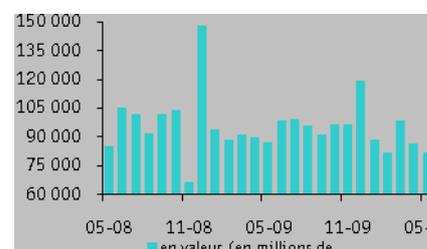
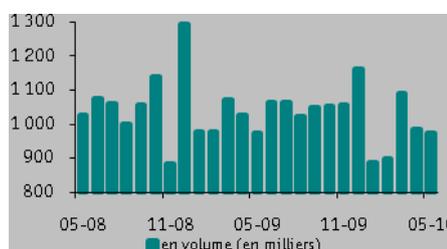
Hausse du nombre d'entreprises éligibles au refinancement.

en nombre	mai-09	avr-10	mai-10
Entreprises cotées :	4 601	5 780	5 639
dont éligibles au refinancement	1 595	1 589	1 602
en %	34,7%	27,5%	28,4%

Compensation

Baisse des opérations en volume et en valeur au mois de mai.

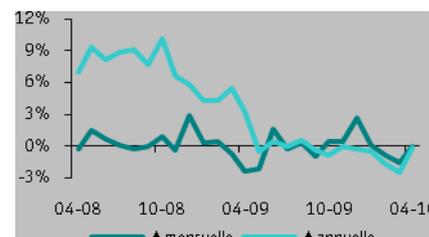
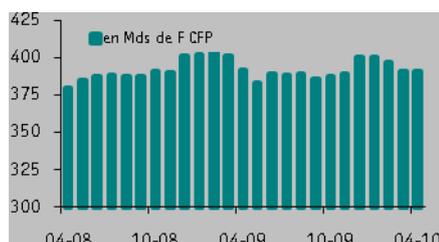
	avr-10	mai-10	▲/mois	Cumul 2010	▲ cumul/an
Nombre	984 096	974 218	-1,0%	4 834 026	-3,8%
Montant (millions de F CFP)	86 008	81 546	-1,0%	435 966	-3,0%



Masse monétaire

Stagnation de la masse monétaire sur le mois

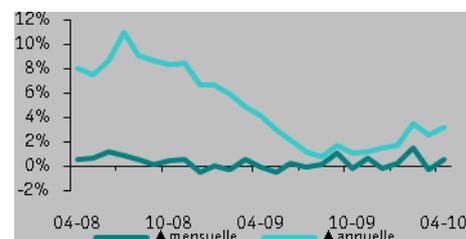
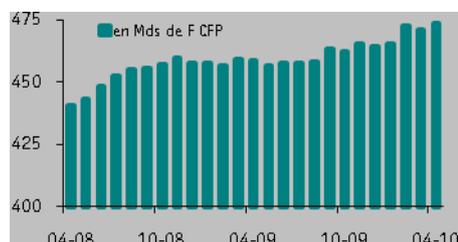
en millions de F CFP	avr-09	mars-10	avr-10	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	13 752	14 346	14 217	-0,9%	3,4%
Dépôts à vue	143 799	153 940	150 146	-2,5%	4,4%
Comptes sur livrets	91 030	110 508	110 932	0,4%	21,9%
Comptes d'épargne logement	216	227	221	-2,7%	2,3%
Dépôts à terme	132 721	105 891	109 579	3,5%	-17,4%
Autres	10 439	6 316	6 215	-1,6%	-40,5%
Total M3	391 956	391 228	391 310	0,0%	-0,2%



Concours des banques locales à l'économie.....

Légère hausse de l'encours de crédit en avril.

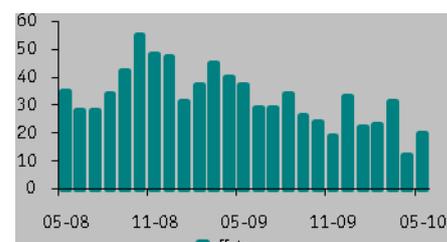
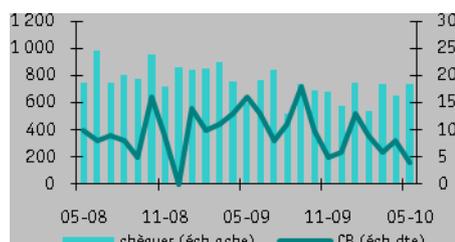
en millions de F CFP	avr-09	mars-10	avr-10	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	136 208	139 050	139 276	0,2%	2,3%
Crédits d'équipement	63 463	63 199	63 538	0,5%	0,1%
Crédits à l'habitat	150 280	154 540	154 463	0,0%	2,8%
Autres crédits	76 763	74 113	75 985	2,5%	-1,0%
Créances dout. brutes	32 162	40 264	40 331	0,2%	25,4%
Total CCB	458 876	471 166	473 593	0,5%	3,2%



Incidents de paiement.....

Progression des incidents sur chèques et sur effets.

en nombre	mai-09	avr-10	mai-10	▲/mois	▲/an
Incidents de paiements :	650	671	766	14,2%	17,8%
- sur chèques	597	651	742	14,0%	24,3%
- sur effets	37	12	20	66,7%	-45,9%
- retraits de cartes bancaires	16	8	4	-50,0%	-75,0%



Interdits bancaires.....

Recul du nombre de personnes physiques en interdit bancaire

en nombre	mai-09	avr-10	mai-10	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	3 972	3 878	3 865	-0,3%	-2,7%
- dont personnes physiques	3 541	3 424	3 415	-0,3%	-3,6%
- dont personnes morales	431	454	450	-0,9%	4,4%

3 – Brèves économiques locales

Convention AFD-SOFIDEP.....

Mise en place d'une couverture des risques d'impayés.

Une convention unissant l'AFD et la SOFIDEP a été signée le 26 mai 2010 afin de mettre en place un mécanisme de couverture des risques d'impayés sur les prêts participatifs octroyés par la SOFIDEP. L'AFD apporte à celle-ci 380 millions de F CFP qui lui permettront de créer un fonds de couverture interne servant de garantie à hauteur de 80% sur les prêts. Cette enveloppe devrait ainsi faciliter le financement bancaire de près de 600 projets pour un total de 2,5 milliards de F CFP.

Finances publiques.....

Adoption du 2^{ème} collectif budgétaire en commission des finances de l'APF.

La commission des finances de l'Assemblée de Polynésie française (APF) a approuvé, le 15 juin 2010, le compte administratif 2009 ainsi que le collectif budgétaire n°2. Ce dernier prévoyait notamment, en section de fonctionnement, 930 millions de F CFP de dépenses, dont 500 millions destinés au soutien de l'emploi, par le biais des contrats CPIA (conventions pour l'insertion par l'activité).

Adopté par l'APF, il a toutefois été amendé : le montant réservé aux aides à l'emploi a été augmenté à 850 millions de F CFP.

Mission d'assistance à la Polynésie française

Le rapport d'étape a été rendu public.

Conformément au protocole signé le 22 mars 2010 entre l'Etat et la Polynésie française, une mission d'assistance, visant à déterminer les marges de manœuvre de la collectivité en vue d'un redressement des finances publiques, est intervenue en avril 2010.

Le rapport d'étape de cette mission a été rendu public le 16 juin 2010. Il préconise notamment des mesures susceptibles d'être prises à court terme afin de restaurer l'équilibre budgétaire et financier de la collectivité :

- « Acter des mesures conjoncturelles de redressement rapide pour les exercices 2010 et 2011 » : restriction des subventions d'exploitation aux établissements publics, cession d'une partie des actifs non essentiels du Pays, mise en place d'un moratoire temporaire sur la défiscalisation locale ;
- « Maîtriser la masse salariale et les dépenses de fonctionnement courant du Pays » : non remplacement de tout ou partie des agents partant à la retraite, suppression des congés administratifs, réduction des dépenses courantes des ministères ;
- « Adopter des mesures exemplaires, qui conditionnent la faisabilité des mesures précédentes et auront un effet d'entraînement » : plafonner le cumul des rémunérations des élus, limiter le nombre de ministres, de membres de cabinets et de collaborateurs des représentants, plafonner et encadrer les rémunérations des membres de cabinets.

Grève générale

Grève générale initiée par le « collectif pour la paix ».

Un mouvement de grève générale a été initié le 10 juin 2010 par onze syndicats regroupés au sein du « collectif pour la paix ». Les revendications portaient notamment sur l'arrêt des licenciements, la pérennisation des systèmes de protection sociale et de retraite et la lutte contre la vie chère. Ce mouvement a été dans l'ensemble peu suivi. Néanmoins, plusieurs services de l'Etat et du Pays ont été touchés par des blocages. Ces derniers ont notamment entraîné la paralysie de l'Aéroport de Tahiti ayant conduit à l'annulation de plusieurs des vols internationaux pendant trois jours et à l'immobilisation de près de 4 500 passagers.

Le 14 juin, un protocole d'accord de fin de conflit a été signé entre les représentants syndicaux et le gouvernement local. Ce dernier prévoit notamment le lancement d'une étude d'impact relative à la création d'un système d'indemnisation du chômage et l'organisation d'une table ronde visant à définir les grands axes d'un développement durable et pérenne du Pays. Un second protocole a également été signé avec l'Etat prévoyant notamment le soutien du Haut commissariat pour la mise en place d'un régime alternatif à la suppression de l'indemnité temporaire de retraite (ITR).

Les conséquences de cette grève sur l'économie sont importantes. La compagnie locale, Air Tahiti Nui a été contrainte de supprimer 27 vols, plus de 1 200 voyages programmés vers la Polynésie française ont été annulés. Le GIE Tahiti tourisme, pour sa part, estime à environ 1 milliard de F CFP la perte de chiffre d'affaires occasionnée par la grève pour le secteur touristique polynésien.

4 – Brèves économiques régionales

Australie

La hausse des prix à la consommation s'accroît au premier trimestre 2010

L'indice des prix à la consommation a progressé de 0,9% au premier trimestre par rapport au précédent (+0,5% au quatrième trimestre 2009). En glissement annuel, la hausse atteint 2,9% (+2,5% au quatrième trimestre 2009). Sur le trimestre, les plus importantes progressions ont concerné les carburants (+4,2%), les produits pharmaceutiques (+13,3%) et l'électricité (+5,9%).

Nouvelle Zélande

Hausse de l'OCR par la RBNZ

Le 10 juin dernier, la Reserve Bank of New Zealand (RBNZ) a augmenté l'Official cash rate (OCR) d'un quart de point, de 2,50% à 2,75%. Cette décision est fondée sur le redémarrage de la croissance en Nouvelle Zélande qui pourrait atteindre 3,5% sur l'année. La reprise observée résulte d'un rebond des exportations tant en valeur qu'en volume, grâce au redressement de la zone Asie et d'une amélioration du marché du travail, dans un contexte d'inflation relativement maîtrisé en dépit de l'impact de l'accroissement de la TVA opéré par le gouvernement.

Les indicateurs de référence

INDICES	Indice	Δ/mois préc.	Glissement annuel
Prix à la consommation - mai 2010 (base 100 décembre 2007)	102,3	0,1%	-0,3%
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand -mars 2010 (base 100 janvier 2000)	122,4	-0,2%	-2,7%
Index BTP 01 - mai 2010 (base 100 août 2001)	1,208	0,2%	-3,9%
Indice TPP - mai 2010 (base 100 août 2001)	1,193	0,7%	-1,0%

(source: ISPF)

COMMERCE EXTERIEUR (en M FCFP)	avril-10	Cumul 2010	Δ cum/ an. préc.
Importations dont :	11 968	48 291	-2,5%
- produits agroalimentaires	2 906	10 400	0,0%
- biens de consommation	1 864	7 441	-8,1%
- biens d'équipement	2 058	9 637	-8,7%
Exportations dont :	1 043	3 620	10,4%
- perles brutes	796	2 497	19,2%
- poissons	30	71	ns

(source: ISPF)

TOURISME	fév-10	mars-10	Cumul 2010	Δ cum/ an. préc.
Nombre de touristes	9 730	10 548	29 293	-10,7%
Taux d'occupation de l'hôtellerie internationale	38,6%	40,4%	-	-
	mars-10	avril-10	Cumul 2010	Δ cum/ an. préc.
Trafic international à l'aéroport de Tahiti (en nbre de passagers hors transit)	33 923	39 744	145 542	-5,7%

(sources: ISPF, SEAC)

4 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	1,00%	13/05/2009
taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	19/05/2009	1,25%	4,00%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,85% à 6,30% (Taux SGFGAS à partir du 01/04/2010)
taux de la facilité de prêt marginal	19/05/2009	1,75%	
taux de l'escompte de chèques	19/05/2009	1,75%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	31/05/2010	30/04/2010	Var. M-1	fin 12/09	Var. fin 08	taux de base bancaire	taux	date d'effet
EONIA	0,3300%	0,3370%	- 0,007 pt	0,4100%	- 0,080 pt	banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
EURIBOR 1 mois	0,4290%	0,4130%	+ 0,016 pt	0,4530%	- 0,024 pt	banques locales		
EURIBOR 3 mois	0,7010%	0,6630%	+ 0,038 pt	0,7000%	+ 0,001 pt	taux d'intérêt légal		
EURIBOR 6 mois	0,9890%	0,9680%	+ 0,021 pt	0,9940%	- 0,005 pt	année 2010	0,65%	11/02/2010
EURIBOR 12 mois	1,2600%	1,2360%	+ 0,024 pt	1,2480%	+ 0,012 pt	année 2009	3,79%	11/02/2009

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	31/05/2010	30/04/2010	Var. M-1	fin 12/09	Var. fin 08	Définitions
TEMPE	0,3386%	0,3453%	- 0,015 pt	0,3476%	- 0,018 pt	EONIA: Euro OverNight Index Average
EURIBOR 1 mois	0,4230%	0,4040%	+ 0,019 pt	0,4790%	- 0,056 pt	TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
EURIBOR 3 mois	0,6860%	0,6430%	+ 0,043 pt	0,7120%	- 0,026 pt	EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
EURIBOR 6 mois	0,9820%	0,9540%	+ 0,028 pt	0,9950%	- 0,013 pt	TMO: taux moyen des obligations publiques (source: CDC)
EURIBOR 12 mois	1,2490%	1,2230%	+ 0,026 pt	1,2420%	+ 0,007 pt	TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)
TMO	3,3400%	3,6400%	- 0,300 pt	3,7400%	- 0,400 pt	TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)
TME	3,1400%	3,4400%	- 0,300 pt	3,5400%	- 0,400 pt	
TRBOSP	3,1900%	3,5800%	- 0,390 pt	3,7600%	- 0,570 pt	

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	31/05/2010	30/04/2010	31/12/2009	31/05/2010	30/04/2010	31/12/2009	31/05/2010	30/04/2010	31/12/2009
taux JJ	0,410%	0,340%	0,145%	0,160%	0,160%	0,430%	0,575%	0,535%	0,465%
3 mois	0,750%	0,400%	0,375%	0,310%	0,285%	0,305%	0,830%	0,740%	2,850%
10 ans emprunts phares	3,330%	3,740%	3,840%	1,270%	1,290%	nd	3,570%	3,930%	3,020%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er avril 2010)

Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,53%
Prêts à taux fixe	6,29%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	5,32%
Prêts à taux variable	5,72%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	5,75%
Prêts relais	6,25%	Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	13,33%
Crédits de trésorerie		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,73%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 920 XPF	21,63%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 920 XPF	19,45%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 920 XPF	8,85%		Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	96,9625	1 NZD/XPF	65,8564	1 HKD/XPF	12,4427	1 GBP/XPF	140,6219	
100 JPY/XPF	105,9596	1 AUD/XPF	81,8686	1 SGD/XPF	69,2782	100 VUV/XPF	92,4243	1 FJD/XPF	48,5365